

**Informe de la misión efectuada en Brasil (16-20 de Julio)  
y en Argentina (23-27 de Julio) de 1990**

**INDEC**

M1/338

R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E  
M I N I S T È R E D E L ' É C O N O M I E , D E S F I N A N C E S E T D U B U D G E T

# INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

D I R E C T I O N   G É N É R A L E

18, boulevard Adolphe-Pinard - 75675 PARIS CEDEX 14

6-18, rue Legrand - MALAKOFF

Tél. : 45 40 12 12 -- TELEX : 204 924 F INSEE -- Télécopieur : 40 92 11 91

PARIS, le      23 août 1990

N° 978/D330

C. E. S.

Centro Estadístico de Servicios

DIRECCION DE DIFUSION

I. N. D. E. C.

## RAPPORT DE MISSION

10 JUN 2005

Mission effectuée au Brésil (16-20 juillet)  
et en Argentine (23-27 juillet)

Claire BORE

Mission financée par l'INSEE

Cette mission a été l'occasion de faire le point de nos interventions et de préparer les programmes de travail futurs. Elle a comporté les étapes suivantes :

- programme de travail avec l'IBGE<sup>1</sup> (Brésil) et la Banque Centrale,
- programme de travail avec l'INDEC<sup>2</sup> (Argentine).

Nos principaux interlocuteurs dans ce domaine ont été rencontrés ainsi que les responsables des services de coopération scientifique et technique des ambassades de France au Brésil et en Argentine.

### 1 - La coopération avec l'IBGE et la Banque Centrale du Brésil

La mission avait pour objectif de connaître l'état d'avancement des travaux de comptabilité nationale en vue d'une mise au point définitive du programme des missions et des stages pour la fin de l'année 1990 ; l'évaluation technique du projet des comptes nationaux ainsi que les perspectives de coopération dans ce domaine feront l'objet d'une mission de M. VANOLI, en novembre. La mission avait pour but également d'identifier les demandes d'assistance sur des thèmes nouveaux. Cette mission prenait place après le changement de gouvernement et a permis de mieux connaître l'environnement politique et économique des organismes avec lesquels nous travaillons.

Ainsi, une des mesures du nouveau programme brésilien (Plan Collor) vise à réduire le nombre d'emplois dans la fonction publique. Ceci a entraîné une amputation de 12 % environ des effectifs de l'IBGE. Cependant, le service avec lequel nous travaillons, DECNA<sup>3</sup>, semble préservé.

On note cependant une incidence indirecte de cette loi sur l'état d'avancement des travaux de DECNA en raison des grèves qui ont secoué l'IBGE ces derniers mois pour protester contre la mesure.

Pour prendre un autre exemple, les techniciens économistes de la Banque Centrale de Rio avec lesquels nous travaillons pour l'établissement des comptes financiers, ont été mobilisés environ trois mois à temps plein pour expliquer au public le fonctionnement du Plan Collor en matière financière ; pendant ce temps, donc, leurs travaux techniques étaient stoppés.

---

<sup>1</sup> IBGE : Institut brésilien de géographie et de statistique.

<sup>2</sup> INDEC : Institut National de la statistique et des recensements.

<sup>3</sup> DECNA : Département des comptes nationaux.

Une autre conséquence à prévoir est la difficulté que vont rencontrer les fonctionnaires de l'IBGE pour venir faire des stages à l'étranger, l'autorisation n'étant pas toujours délivrée.

Tout ceci ne remet pas en cause les bonnes relations que le nouveau président de l'IBGE, M. Eduardo Augusto GUIMARAES, souhaite entretenir avec l'INSEE, puisqu'en plus de la coopération que nous menons avec DECNA dans le domaine des comptes nationaux, il aimerait développer la collaboration des deux instituts dans le domaine des statistiques de base et de la formation.

De la discussion avec Mme Michèle GOLDSTEIN, attaché de coopération technique de l'Ambassade de France, il ressort que ces demandes d'assistance devront être examinées dans le cadre du séminaire franco-brésilien sur l'administration publique qui aura lieu fin septembre ou début octobre<sup>4</sup>. En effet dans le cadre de la nouvelle procédure qui régit la coopération entre la France et le Brésil, Mme GODSTEIN m'a précisé que toutes les actions de coopération futures doivent être inscrites dans des projets intégrés bien définis. Le volet des statistiques fait partie du programme "administration publique". L'objectif principal du séminaire sur ce thème est d'aboutir à la production du document de programme de coopération bilatérale, programme qui orientera le choix des projets et les modalités de leur exécution.

#### 1.1. Etat d'avancement des travaux à DECNA.

Avant d'aborder chaque thème qui doit faire l'objet des missions et des stages en octobre et novembre 1990 (voir programme soumis à Mme GOLDSTEIN en annexe), il convient de rappeler que M. Claudio MONTEIRO CONSIDERA reste à la tête de DECNA sous la nouvelle présidence et que son département n'est pas soumis à des restructurations pour le moment. On notera cependant quelques changements :

- une structure spécifique dont l'objectif est la synthèse des comptes est mise en place. Y travaillent : Maria Alice VELOSO, Heloisa VALVERDE FIGUEIRAS, Eliana ARAUJO XAVIER et Mario LIMA. D'autres personnes participeront aux travaux de ce groupe mais de façon ponctuelle,
- Gilda SANTIAGO devient responsable de l'ensemble des comptes des administrations publiques et des secteurs institutionnels,
- trois personnes nouvelles renforcent l'équipe des biens et services.

Le rapport de mission sur la nature des travaux engagés et sur leur état d'avancement sera bref puisqu'il avait fait l'objet d'une description très détaillée dans le rapport de mission de M. SERUZIER en début d'année. Il ne sera consigné ici que les tous nouveaux résultats qui peuvent intéresser les experts de l'INSEE qui se rendront au Brésil à la fin de l'année.

---

<sup>4</sup> Il était initialement prévu du 3 au 5 septembre.

On note des retards dans le calendrier des opérations prévu lors de la mission de M. SERUZIER, dus à la non-disponibilité de certains résultats de base comme le recensement. Les données de recensement pour l'industrie, le commerce, les transports, la construction civile, les services, seront livrées prochainement ; en revanche les données de recensement pour l'agriculture ne seront par disponibles avant 1991.

D'autre part, les autres tâches du département telles que l'élaboration des comptes nationaux consolidés, du PIB trimestriel, du PIB régional viennent parfois en concurrence des travaux sur les comptes nationaux et ralentissent ces derniers.

#### 1.1.1. Entreprises

Pour la prochaine mission de M. CAMUS, un certain nombre de résultats seront disponibles. Les données fiscales de 1985 sont traitées et des études sur celles-ci sont en cours. Les résultats du recensement seront en principe disponibles très prochainement (août ou septembre) et donc, la confrontation des deux sources pourra donner des enseignements intéressants. L'analyse des différences permettra d'élaborer une nouvelle stratégie pour estimer les années 1986 à 1990.

#### 1.1.2. Comptes des biens et services

L'équipe des biens et services a reçu le renfort de trois personnes dans le secteur de l'industrie et des services.

Les données de production, consommation, l'équilibre ressources-emplois pour les années projetées 1981 à 1985 seront disponibles en début août.

En ce qui concerne les données de revenu, les années 1981 et 1982 sont prêtes et les années 1983 à 1985 sont à faire au moment de la synthèse.

Pour l'année 1985, certaines données de base seront disponibles, c'est-à-dire les données d'emploi et de revenu de l'enquête 1985 ; de même qu'une première projection de la consommation des ménages.

L'équipe commence le travail informatique pour utiliser les données du recensement.

#### 1.1.3. Comptes des administrations publiques

C'est dans ce domaine que les retards sont les plus importants. En effet, la seule série disponible pour le moment est celle de 1980 à 1984. Les données pour 1985 sont très provisoires et incomplètes et c'est la seule matière dont disposera Mme DEMOTES-MAINARD lors de sa mission prévue en novembre.

#### 1.1.4. Comptes financiers

Pour 1985, les comptes des institutions financières et du reste du monde seront complets lors de la venue de Mme CHOCRON en novembre. Le compte des assurances sera provisoire et également celui des entreprises publiques avec des problèmes de méthodologie.

Comme on l'a vu précédemment, le gros problème reste la non-disponibilité des données sur les administrations publiques.

Le travail pendant la mission, consisterait alors, selon les suggestions des responsables de DECNA, à faire la planification de la série 1986 et des suivantes, de concert avec la Banque Centrale.

#### 1.1.5. Synthèse

Les travaux de synthèse dépendront de l'état d'avancement des autres travaux. De plus, la mission de M. CHAPRON peut être mise à profit pour étudier certains problèmes de méthodologie relatifs à la construction des comptes en années courantes.

#### 1.2. Thèmes nouveaux de coopération

- Il existe une demande forte d'assistance en matière de formation, demande formulée par le directeur de recherches de l'IBGE, M. Lenilde FERNANDES SILVA et par M. Claudio CONSIDERA ; il faut étudier le dispositif à mettre en place pour permettre aux fonctionnaires de l'IBGE de venir suivre la formation d'administrateur (SEA) à l'ENSAE.

- Des demandes diverses d'assistance ont été formulées dans le domaine des statistiques de base (commerces-services ; industrie...), des techniques de diffusion de l'information, de la connaissance du secteur informel.

En ce qui concerne les demandes qui doivent être financées dans le cadre des accords franco-brésiliens, elles devront être examinées au cours du séminaire sur l'administration publique.

Pour les autres demandes qui concernent uniquement une assistance technique (financées sur un programme Banque Mondiale), il a été convenu qu'un document serait élaboré en tout début d'année par le coordinateur des affaires internationales, Mme Marcia MELO, et soumis à l'INSEE pour approbation en fonction des thèmes et de ses capacités techniques disponibles du moment.

Ce document permettra une meilleure organisation et distribution des actions en cours d'année que par le passé.

## 2 - La coopération avec l'INDEC en Argentine

La coopération franco-argentine dans le domaine de la statistique, qui a débuté en 1985 avait fait l'objet d'une mission d'évaluation en 1988 réalisée par M. CHAROY au cours de laquelle un bilan totalement positif avait été dressé et où l'on proposait de maintenir les principaux axes de collaboration. Depuis lors, un certain nombre de missions et stages n'ont pu être réalisés, soit pour un problème de disponibilité des experts, soit pour des raisons financières. Nos collègues argentins ont mis à profit cette légère pause dans nos interventions pour avancer notablement dans les différents travaux engagés avec la collaboration de l'INSEE.

D'autre part, l'INDEC a changé de directeur, le nouveau directeur étant M. VALLE, et si les anciennes orientations en matière de coopération restent d'actualité, de nouvelles priorités se dessinent pour les années à venir.

Avant de passer en revue les différents domaines de cette coopération et préciser la nature des actions envisagées, il convient de mentionner le problème posé par l'organisation financière des missions à l'INDEC, problème évoqué plusieurs fois avec nos partenaires de l'INDEC et avec M. VIRGILE, attaché culturel à l'Ambassade de France. L'accord de coopération prévoit que la partie française finance les déplacements des experts de l'INSEE et que la partie argentine verse les indemnités journalières. Celles-ci ont été fortement affectées par l'inflation (elles sont versées en monnaie locale et l'équivalent en dollars fluctue selon les périodes) et ne permettent plus d'assurer le bon déroulement matériel des missions. Si des solutions provisoires sont envisagées pour la fin 1990, il conviendra d'examiner la question pour 1991, dans le cadre de la commission mixte franco-argentine.

M. VIRGILE m'a indiqué par ailleurs quelle serait grosso-modo l'enveloppe allouée aux actions de coopération en statistiques l'année prochaine. Le programme des actions prévues pour 1991 (voir annexe) tient compte de ses remarques et un ordre de priorité a été fixé pour chaque thème inscrit.

### 2.1. Coordination statistique

Ce programme a débuté en 1986 et son exécution s'est manifestée par trois missions en Argentine de M. BEGUE et deux visites en France de statisticiens argentins (Mme BOERI de CERVETTO en 1986 et M. NICOLINI en 1987). Un séminaire inter-américain sur la coordination statistique a eu lieu à Buenos Aires en 1988.

Ce thème fondamental pour tout institut de statistiques est jugé prioritaire par le directeur de l'INDEC, vu l'importance accordée à la décentralisation et la nécessité de coordonner les actions en matière de statistiques dans les différentes provinces de cet Etat fédéral.

Les travaux s'articulent autour des thèmes suivants :

- établissement du programme de travail du système statistique national (SEN) à partir des renseignements fournis par les services et organismes qui le composent. Un document a été réalisé en 1989 pour le programme 1990,
- constitution d'un système de méta-informations pour la coordination (SIMECO). Celui-ci se compose pour le moment de :

- 1) un répertoire sur les services,
- 2) un répertoire d'informations statistiques disponibles (RED). Celui-ci fonctionne actuellement sur 15 provinces et 30 services nationaux mais tous les services nationaux seront couverts d'ici la fin de l'année 1990 et pour 1991, toutes les directions provinciales seront prises en compte.

Deux autres répertoires sont en projet :

- 3) un répertoire des différents formulaires utilisés à des fins statistiques,
- 4) un répertoire des définitions et des classifications utilisées dans les différentes enquêtes.

Il est prévu une mission en 1991 pour travailler sur le document de programme de travail, voir quelles améliorations on peut lui apporter et quelle diffusion lui donner ; pour étudier le type de diffusion pour le RED ; pour analyser les travaux préparatoires à la création du répertoire sur les formulaires.

En 1989, les relations avec les différents services nationaux et provinciaux se sont bien développées et l'avancement des travaux à l'INDEC permet maintenant d'assurer un retour de l'information vers ces services, condition indispensable pour le bon fonctionnement du programme.

## 2.2. Enquête auprès des ménages

Le programme débuté en 1986 avait pour objectif la rénovation de l'EPH (enquête permanente auprès des ménages), enquête proche de l'enquête emploi de l'INSEE. La collaboration INSEE-INDEC a également porté sur la construction de modules thématiques complémentaires à l'enquête régulière comme l'enquête santé lancée en 1989.

La reformulation de l'EPH est en cours et l'INDEC a lancé l'enquête pilote à la fin de 1989.

La prochaine mission de M. GRAIS en décembre 1990 aura pour but d'étudier les résultats de l'enquête pilote, d'approfondir la reformulation du questionnaire de base et d'étudier les problèmes d'échantillonnage.

D'autre part, pour compléter ce programme qui s'est déroulé dans de très bonnes conditions et qui touche à sa fin, il est souhaitable que Mme POK vienne à l'INSEE et au Ministère du Travail pour une quinzaine de jours, avant la fin de l'année, afin d'étudier les concepts relatifs aux catégories socio-professionnelles et également examiner l'articulation du recensement de population et de l'enquête.

Il est prévu que la nouvelle enquête se déroulera après le recensement de population, c'est-à-dire après la fin 1991, le recensement se réalisant avec un an de retard par rapport aux prévisions.

### 2.3. Statistiques de l'agriculture et de l'élevage

Ce programme qui a débuté en 1986 s'est orienté vers un appui technique au recensement de l'agriculture et de l'élevage jusqu'en 1989.

Maintenant que le recensement est réalisé (collecte sur le terrain achevée en mars 1989 et premiers résultats en 1990), la coopération INSEE-INDEC s'oriente vers la mise en place d'un système permanent de statistiques agricoles ; une première mission sur ce thème a été réalisée par M. BRION en novembre 1989. La prochaine mission en 1991 aura comme objectif l'étude des conditions d'actualisation et de maintenance du registre des exploitations agricoles tiré du recensement ; l'expert participera également à la construction d'un plan de sondage à partir de ce registre pour un certain nombre d'enquêtes.

L'INDEC a prévu de réaliser des enquêtes annuelles sur les fruits, les ovins, les céréales et les oléagineux, l'horticulture, c'est-à-dire tout ce qui a un poids important dans les exportations du pays. Ces enquêtes se feront à un niveau local. Il est prévu également à un niveau national, une enquête sur les bovins et une enquête sur la structure des exploitations agricoles.

### 2.4. Statistiques d'entreprises

Ce programme initialisé en 1988 a été consacré aux aspects généraux de la statistique industrielle et plus particulièrement à la rénovation de l'enquête industrielle annuelle, puis à l'enquête mensuelle. Les deux missions de M. FERET à l'INDEC et la visite de Mme VERA de HERRERO au SESSI et à l'INSEE ont permis d'avancer notablement sur les problèmes conceptuels et méthodologiques ainsi que dans le domaine du traitement informatique des informations. Cependant, la réalisation des enquêtes renouvées tarde à se concrétiser : les enquêtes nouvelles de 1988 et de 1989 ne se réaliseront au plus tôt qu'à la fin de l'année 1990 ou en 1991, si les moyens techniques et financiers le permettent.

Une prochaine mission de M. FERET serait souhaitable pour analyser les résultats de ces enquêtes. D'autres thèmes pourraient être abordés dans le cadre de cette mission et de la visite d'un collègue argentin en France en 1991 comme le calcul des indices de productions , la construction de séries ; le problème du calcul du volume de la production pour certaines activités ; la comparaison et l'utilisation des informations venant de différentes sources (organisations professionnelles, associations comptables) etc.

Les demandes d'assistance débordaient le cadre de la statistique industrielle. Elles concernaient également :

- le traitement de l'information comptable des entreprises et l'adéquation avec la comptabilité nationale ; les plans comptables,
- les indicateurs sur le commerce et les services,
- les indices de prix de gros,
- les indices du coût à la construction<sup>5</sup>.

Les moyens tant financiers que le nombre d'experts disponibles à l'INSEE ne permettent pas de répondre simultanément à toutes ces demandes. Sur les deux dernières requêtes, dans un premier temps, un échange de documents méthodologiques peut être organisé.

Après discussion avec le Directeur de l'INDEC, une priorité forte a été donnée aux statistiques de services et une mission d'un expert de l'INSEE est à prévoir en 1991 sur ce thème.

## 2.5. Etudes statistiques

Ce thème transversal aux opérations statistiques elles-mêmes a bénéficié de l'appui de trois missions de M. LADIRAY et de la réalisation d'un stage de longue durée de M. MITAS à l'INSEE en 1986-87. La collaboration INSEE-INDEC porte essentiellement sur les techniques récentes d'analyse statistique. Une mission prévue en 1990 ayant pour but la formation à SAS des techniciens de l'INDEC n'a pu se réaliser cette année, faute de moyens financiers et de disponibilité de l'expert. Il est donc souhaitable de l'inscrire à nouveau en 1991.

Une demande de stage de longue durée à l'INSEE, analogue à celui effectué par M. MITAS a été formulée mais malheureusement, compte-tenu de l'enveloppe financière allouée pour l'ensemble des actions, il n'a pas été possible de retenir cette demande pour 1991.

---

<sup>5</sup> Ces demandes n'émanent pas, comme les précédentes, de la Direction Nationale des Statistiques et des Activités Productives mais de la Direction des Statistiques du Commerce.

## 2.6. Recensement de population

A l'occasion du prochain recensement de population qui se déroulera à la fin de l'année 1991, nous avons reçu la visite de Mme TORRADO, collaboratrice du Directeur Général de l'INDEC, en octobre 1989, pour étudier l'organisation du recensement en France. Depuis, une demande d'assistance a été formulée dans le domaine de la diffusion et de son support informatique : plus précisément réfléchir sur la constitution d'archives intermédiaires, quels thèmes retenir, comment stocker les archives, etc.

Première priorité de l'INDEC et compte-tenu de l'expérience accumulée de l'INSEE lors du dernier recensement de population, il a semblé tout à fait opportun de retenir ce thème. D'ores et déjà une mission de M. de LOS SANTOS est prévue fin octobre 1990 et au cours de cette mission se préciseront les axes de la mission inscrite pour 1991.

Annexe 1

Programme des missions et des stages prévus  
dans le domaine de la coopération  
en comptabilité nationale avec l'IBGE et la  
Banque Centrale du Brésil

Deuxième semestre 1990

I- 6 missions

- |                             |   |
|-----------------------------|---|
| - 15-26 octobre             | Benjamin CAMUS<br>- Entreprises                                   |
| - 22 octobre - 1er novembre | Magali DEMOTES-MAINARD<br>- Comptes des Administrations Publiques |
| - 12-23 novembre            | Monique CHOCRON<br>- Comptes financiers                           |
| - 12-23 novembre            | Jean-Etienne CHAPRON<br>- Synthèse                                |
| - 19-30 novembre            | Michel SERUZIER<br>- Biens et Services                            |
| - 19-30 novembre            | André VANOLI<br>Evaluation  |

II- 6 stages

- |                            |   |
|----------------------------|---|
| - Informatique             | 2 techniciens (Kepler MOREIRA MAGALHAES<br>et Eduardo MOURA LIMA) 3 semaines en<br>octobre-novembre     |
| - Entreprises et Synthèses | Mario LIMA<br>3 semaines en octobre   |
| - Biens et Services        | Gelio BAZONI<br>3-29 septembre  |
| - Comptes financiers       | 2 techniciens de la Banque Centrale<br>(Glena CUNHA et Jose Arthur MOREIRA)<br>15 octobre au 2 novembre |

**Annexe 2**

**Programme prévisionnel de la coopération statistique  
avec l'INDEC en Argentine pour 1991<sup>6</sup>**

**I- Six missions demandées avec l'ordre de priorité suivant**

- 1) le recensement de population,
- 2) la formation au logiciel SAS,
- 3) la coordination du système statistique,
- 4) les enquêtes agricoles - plan de sondage,
- 5) les statistiques industrielles,
- 6) les statistiques des services.

**II- Deux stages prévus sur les thèmes suivants**

- enquêtes agricoles,
- statistiques industrielles.

**NB : Calendrier des actions engagées pendant le deuxième semestre 1990 :**

- 1 mission recensement effectuée par M. de LOS SANTOS du 22 octobre au 3 novembre,
- 1 mission enquête ménage effectuée par M. GRAIS, 1ère quinzaine de décembre,
- 1 stage enquête ménage pour Mme POK - dates à préciser.

---

<sup>6</sup> Ce programme fera l'objet d'une demande officielle auprès des services de l'Ambassade de France à Buenos Aires.

Annexe 3

Personne rencontrées

**BRESIL**

- IBGE

- . M. Eduardo Augusto GUMARAES, président de l'IBGE
- . M. Lenilde Fernandes SILVA, directeur des recherches
- . M. Claudio MONTEIRO CONSIDERA, chef de DECNA  
Mmes Maria Alice de VELOSO,  
Heloïsa VALVERDE FIGUEIRAS,  
Gilda SANTIAGO,  
Ida KOS  
MM Antonio BRAZ DE OLIVEIRA E SILVA,  
Roberto RAMOS,  
Carlos SOBRAL,  
Gelio BAZONI,  
Mario LIMA
- . Mme Marcia MELO, coordinateur des affaires internationales

- Banque Centrale de Rio

- . M. Alberto de ALMIDA PAES, délégué de la Banque Centrale de Rio
- . M. Luis Carlos MACHADO, chef du Service des Etudes et des Enquêtes Economiques  
Mmes Gléna BRAGA DA CUNHA,  
Maria Resende JUNAVEIRA de SOUZA,  
Sonia,  
MM José Arthur MOREIRA,  
Ricardo CARVALHO,  
Carlos CORREA ESTEVES

- Ambassade de France

- . Mme Michèle GOLDSTEIN, attaché de coopération technique (Brasilia)
- . M. Guy CARON, (Rio)

**ARGENTINE**

- INDEC

- . Lic. Héctor VALLE , directeur de l'INDEC
- . Lic. Norma PIZARRO, lic. Graciela MINARDI, lic. Gerardo MITAS de la direction nationale des études statistiques
- . Lic. Marta SANJURJO, lic. Clyde TRABUCHI de la direction nationale des statistiques sociodémographiques
- . Ing. José FERNANDEZ PERNAS, lic. Alejandro GIUSTI pour le recensement de population
- . Lic. Lelia CERVETTO, lic. Susana ESREQUIS et cont. Héctor NICOLINI, de la direction nationale de la coordination du SEN
- . Cont. Alberto OCAMPO RIOS et lic. Lucia VERA de la direction nationale des statistiques et des activités productives
- . Lic. Delia KELLER, lic. Cristina SABALAIN pour les statistiques agricoles
- . Lic. Maria CARRE de PAZMINO de la direction nationale des statistiques du Commerce

- Ambassade de France

- . M. Louis VIRGILE, attaché culturel